

Quelles conceptions du « changement climatique » en France et en Norvège ? Résultats de deux enquêtes

*Kjersti Fløttum*¹

¹Département des langues étrangères, Université de Bergen, 5020 Bergen, Norvège
kjersti.flottum@uib.no

Résumé. La communication portant sur le changement climatique reste un défi majeur. Le langage utilisé joue un rôle essentiel dans la conceptualisation et le cadrage des discours portant sur le réchauffement de notre planète. Ces discours constituent un champ hétérogène, dont le discours des enquêtes représente un sous-domaine de plus en plus central. La raison en est que les opinions et attitudes des citoyens sont d'une importance particulière en ce qui concerne les chemins à prendre afin d'atténuer les conséquences négatives des changements climatiques. Dans cette contribution, une comparaison entre des données françaises et norvégiennes obtenues par des enquêtes représentatives sera présentée. Les participants des enquêtes ont répondu à la question ouverte suivante : « A quoi pensez-vous quand vous entendez ou lisez l'expression "changement climatique" ? » Etant donné la différence entre les bouquets énergétiques des deux pays, on pourra s'attendre à des discordances entre les associations évoquées par les Français et les Norvégiens. A contrario, au vu de la dimension globale et commune du changement climatique, on pourra s'attendre à des manières similaires de s'exprimer. Ces questions seront abordées dans un cadre théorique de l'énonciation, comprenant des perspectives liées à la modalité déontique.

Abstract. What conceptions of “climate change” in France and in Norway? Results of two surveys. The communication of climate change constitutes a major challenge. Language plays a central role in the conceptualisation and the framing of the discourses dealing with the warming of our planet. These discourses form a

heterogeneous field, of which survey discourse constitutes a sub-field that becomes more and more central. The reason is the fact that people's opinions and attitudes are particularly important concerning the paths to take in order to mitigate the negative consequences of the climate changes. In the present contribution, a comparison between French and Norwegian data obtained through representative surveys will be presented. The survey participants have answered the following open-ended question: "What comes to mind when you hear or read the expression 'climate change'?" Given the difference between the two countries' energy mix, one would expect some dissonance between the French and the Norwegian associations. However, given the global and common dimension of climate change, one would also expect similar ways of expression. These questions will be addressed within the theoretical framework of enunciation, comprising perspectives of deontic modality.

1 Introduction

1.1 Problématique

Le changement climatique est un phénomène extrêmement complexe, de nature globale mais souvent vécu localement, et qui, en effet, est passé d'un phénomène principalement physique à un phénomène social, culturel, politique, éthique – et communicationnel (Comby 2015 ; Hulme 2009, 2013 ; Leiserowitz 2007 ; Nerlich et al. 2010 ; Moser 2016 ; Zaccai et al. 2012). Dans les nombreux débats qui se déroulent sur différentes arènes, on observe une multitude de points de vue, de valeurs, d'intérêts et de visions du monde liés au changement climatique. Bien des acteurs cherchent à lancer des défis, à formuler les questions-clés et à décider des priorités d'action. Ce mélange de perspectives différentes devient un défi particulier quand il s'agit d'aborder la question de solutions et de s'attaquer aux conséquences du changement climatique, celles-ci nécessitant des actions politiques aussi bien qu'individuelles (Tvinnereim et al. 2017). Au sein de ces questions se trouvent les conceptions mêmes du phénomène et les perceptions de risques qu'en ont les citoyens. Leurs conceptions peuvent varier d'un pays à un autre, d'une culture à une autre. Dans le présent article, j'aborderai les perceptions

et associations liées au changement climatique en France et en Norvège (pour des études incluant d'autres pays, voir Steentjes et al. 2017). Cette étude complètera le nombre relativement modeste de telles études nationales portant sur les interprétations que font les citoyens du phénomène. Le but principal est de fournir des connaissances nouvelles sur les opinions et attitudes des citoyens qui pourront aider à comprendre comment ils considèrent les possibles dangers et dommages causés par le climat. Par ailleurs, cela peut contribuer à une meilleure compréhension de ce que les citoyens sont prêts à faire afin d'empêcher les conséquences négatives. Etant donné le caractère global du changement climatique et les efforts entrepris pour initier des mesures transnationales, des recherches comparatives de ce type pourront également contribuer à de nouvelles connaissances en vue de prises de décisions, et à une meilleure compréhension des interprétations et perceptions des risques des populations (voir aussi Steentjes et al. 2017).

1.2 La France et la Norvège

La France et la Norvège sont des pays intéressants dans ce contexte. Ils sont similaires en ce sens qu'ils suivent les lignes directrices et les réglementations de l'action climat adopté par l'Union européenne et que les citoyens sont relativement préoccupés par le changement climatique (Steentjes et al 2017). Cependant, notre point de départ a été la différence notable en ce qui concerne les bouquets énergétiques des deux pays. La Norvège est dans une situation où l'électricité est presque uniquement produite par des barrages hydroélectriques ; en même temps, elle est un grand exportateur de pétrole et de gaz, qui souhaiterait être précurseur dans les questions d'environnement et de climat. Voilà ce qui est souvent appelé le paradoxe norvégien (voir aussi Norgaard 2006 ; Ryghaug et al. 2011). La situation de la France, est, elle, assez différente : en effet, près des $\frac{3}{4}$ de la production d'électricité est générée par le parc nucléaire, et une loi de transition énergétique pour la croissance verte qui prévoit de réduire cette proportion à 50% d'ici à 2025 a été adoptée récemment. Il semble donc intéressant de voir dans quelle mesure la conception du défi climat des deux pays pourra être similaire ou différente.

1.3 Quelques défis pour la communication portant sur le climat

Le climat en tant que tel n'est pas un phénomène qui s'observe, contrairement à des phénomènes météorologiques tels que la pluie, la chaleur, la neige, ou les conséquences du changement climatique. Voilà une des raisons de la problématique concernant la communication portant sur ce phénomène global, avec des conséquences se manifestant dans la plupart des cas au niveau local. En outre, comme je viens de le mentionner, le changement climatique est en effet passé d'un phénomène principalement physique à un phénomène social, politique, économique, éthique, culturel et

communicationnel (Hulme 2013), où le rôle du langage devient primordial (Fløttum 2016, 2017 ; Fløttum & Dahl 2012; Jones et al. 2014 ; Nerlich et al. 2010 ; Nisbet 2009 ; Teigen 2014 ; Tvinnereim et al. 2017). Par exemple, on voit bien le mélange de faits concernant les effets géophysiques avec la politique dans la citation suivante, de la première ministre de la Norvège, Erna Solberg (du 20 janvier 2015) : « Nous n'avons pas fait bouger la banquise. Elle a bougé elle-même. » Cette citation provenant du grand débat en Norvège souligne le fait que le retrait de la banquise pourra permettre de nouvelles activités pétrolières, mais pourra également mener à des activités destructrices pour l'environnement.

1.4 Cadre interdisciplinaire

Le langage utilisé dans les débats joue un rôle essentiel dans la conceptualisation et le cadrage du discours portant sur le réchauffement de notre planète. Ce défi communicationnel a été le point de départ du groupe responsable de la recherche présentée ici, s'intéressant aux questions de représentations du discours portant sur le changement climatique, ainsi qu'à leurs interprétations individuelles et collectives. La question principale dans la recherche menée a porté sur le rôle du langage dans le débat sur le climat, et cela dans une collaboration interdisciplinaire, où une co-entreprise entre linguistes et chercheurs de climat, politique, média, psychologie et informatique a été menée. Notre objectif se résume comme suit : Développer une contribution innovatrice et nécessaire, en théorie et en empirie, à la base de connaissances sur laquelle se fondent les décisions et actions politiques et sociétales portant sur le changement climatique. Plus spécifiquement, il s'agit de révéler la relation entre les représentations linguistiques et les interprétations qu'en font différents publics ainsi que d'explorer l'impact des cadrages ('frames') conflictuels, les attitudes et émotions, les perspectives sur l'avenir.

Les composantes principales de la recherche consistent dans des analyses linguistiques et discursives de genres textuels différents, des analyses (semi-) automatiques de larges corpus de texte, différentes méthodes computationnelles, ainsi que des enquêtes et expériences. Les matériaux textuels sur lesquels nous avons travaillé sont hétérogènes : il s'agit de discours scientifiques (documents du GIEC/IPCC), discours politiques (livres blancs, programmes politiques), documents de l'ONU, discours des médias traditionnels et médias sociaux, et enfin ce que nous appelons des « discours d'enquête » (« survey discourse » en anglais) - à savoir les réponses à des questions ouvertes, librement formulées par les répondants d'une enquête.

2 Matériaux

Nos données consistent en des réponses à des questions ouvertes posées dans des enquêtes d'opinion. Nous avons choisi de travailler sur ce type de matériaux parce que les questions ouvertes fournissent des données beaucoup plus riches que les réponses à des questions fermées. Il est vrai que les questions fermées avec des alternatives de réponse étant pré-établies sont les plus utilisées dans les questionnaires. Une raison en est qu'elles facilitent le traitement des résultats d'une enquête. Mais une question fermée, c'est une simplification réductrice (Stoneman et al. 2013 ; voir aussi Krosnick et al. 2006 ; Krosnick & Villar 2011 ; Nisbet & Myers 2007 ; Tvinnereim & Fløttum 2015). A contrario, les questions ouvertes permettent de recueillir des avis de façon détaillée. Elles stimulent l'intérêt du répondant pour le questionnaire en lui donnant le sentiment qu'on s'intéresse à lui et qu'il peut s'exprimer librement. Les réponses obtenues sont variées – longues ou courtes – et nécessitent donc un travail relativement vaste de traitement (Stoneman et al. 2013 ; Tvinnereim et al. 2017). La question qui a été posée se formule comme suit : « A quoi pensez-vous quand vous entendez ou lisez l'expression "changement climatique"? Merci de noter la première idée qui vous vient à l'esprit. Toutes les réponses nous intéressent. » En norvégien : « Hva tenker du på når du hører eller leser ordet "klimaendringer"? Vennligst skriv ned det første du kommer på. Vi ønsker alle typer svar. »

Il s'agit donc d'une question qui a été posée dans deux enquêtes représentatives, faites par internet, et assurées par des institutions scientifiques, à savoir le panel ELIPSS, SciencesPo, Paris (ci-après : ELIPSS) et le Panel de Citoyens de la Norvège, DIGSSCORE, Université de Bergen (ci-après PCN). L'enquête ELIPSS a été faite en 2016, obtenant 2 687 réponses, contenant au total 15 119 mots, avec une variation dans les réponses entre 1 et 49 mots. L'enquête PCN a été entreprise en 2013, obtenant 2 155 réponses, contenant au total 21 470 mots, avec une variation dans les réponses entre 1 et 310 mots.

Il y a une différence en ce qui concerne l'année où les enquêtes ont été entreprises – 2013 pour PCN en Norvège et 2016 pour ELIPSS en France. Pour l'interprétation des résultats, cela pourra être important ; on y reviendra. Au-delà de cette différence, on observe que le nombre de réponses est plus élevé pour ELIPSS que pour PCN, tandis que le nombre de mots est plus élevé en Norvège qu'en France. Cela signifie que la longueur moyenne des réponses est différente – pour PCN : 10 mots, et pour ELIPSS : 5,6 mots. En effet, il y a plus de réponses longues dans les données norvégiennes, ce qui pourra indiquer quelque chose sur l'engagement dans la question parmi les répondants.

3. Analyses et résultats

3.1 Comparaison thématique

Le résultat de cette enquête constitue une grande quantité de données hétérogènes, qui a nécessité un traitement complexe, quantitatif aussi bien que qualitatif. Pour savoir comment les réponses se répartissent sur des thèmes, on a utilisé le programme « Structural Topic Modelling » (Roberts et al. 2014 ; Tvinnereim & Fløttum 2015), avec l'aide d'experts en informatique. Ce programme propose une division en thèmes basée sur la fréquence de mots, ainsi que sur ce qu'on appelle 'keyness', c'est-à-dire les mots qui distinguent un sous-corpus d'un autre.

Les résultats donnent une première impression des associations lexicales évoquées par l'expression 'changement climatique'. Pour la Norvège, les associations concernent avant tout *temps extrême/des changement de température/fonte des glaces*. Certains des répondants sont plus préoccupés par *l'avenir et les conséquences pour les futures générations* ; d'autres réfutent la question et discutent de *l'attribution ou des causes* du changement, référant surtout aux cycles naturels du climat, et enfin, certains accusent les êtres humains d'une *consommation exagérée* et par là-même, d'être responsables d'*activités destructrices* pour l'environnement.

Concernant les répondants français, on constate le même type d'associations par leurs réponses incluant *le temps/la température/le réchauffement et la montée de l'eau*. Cependant, les Français sont particulièrement inquiets de ce qu'ils appellent *catastrophe naturelle*, et en particulier de *saisons perturbées* qu'ils ont pu observer. Il est à noter que, tout comme les répondants norvégiens, ils accusent les êtres humains d'*activités destructrices* pour le climat.

Sans entrer davantage dans les détails, il faut reconnaître la différence qu'il peut exister entre les conceptions de 2013 en Norvège et celles de 2016 en France – c'est une différence de 3 années où beaucoup de choses sur le sujet se sont passées (par exemple la conférence internationale de COP21 à Paris ainsi que de nouveaux rapports publiés par le GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat)). Cela étant, dans la mesure où l'on peut en tirer des différences notables, il semble que les Français soient plus préoccupés des perturbations des catastrophes naturelles, et que les Norvégiens portent plus d'attention aux conséquences pour la société et les humains.

L'analyse automatique du Structural Topic Modelling donne des résultats qui sont peut-être plus intéressants pour les politologues que pour les linguistes. Dans la section suivante, on va voir comment une approche

linguistique pourra contribuer à enrichir ces analyses par nos méthodes et approches qualitatives. Cela étant dit, il convient de noter qu'en tant que linguistes, les collaborations interdisciplinaires sont utiles et fructueuses, en particulier pour ce qui est des connaissances sur le contexte dans lequel les réponses sont produites.

3.2 Comparaison des expressions portant sur l'obligation et la responsabilité

Il convient à présent d'aborder quelques questions plus linguistiques. La manière dont les répondants s'expriment est évidemment primordiale. Les analyses entreprises dans une perspective énonciative, et dans une certaine mesure polyphonique (Nølke et al. 2004), ont contribué de manière décisive à la recherche portant sur les enquêtes telles que celles présentées ici, que ce soit en combinaison avec des études narratives (Jones et al. 2014) ou non. Une telle approche qualitative est nécessaire pour connaître les conceptions des répondants. Il s'agit d'une série de questions essentielles concernant les relations entre acteurs et arguments, les attitudes liées à différents problèmes, et la polyphonie souvent caractérisant les réponses longues. Dans le cadre de cette étude comparative, cela aidera à révéler des différences éventuelles entre les Français et les Norvégiens. On va ici se limiter à quelques exemples illustrant la manière dont les répondants s'expriment par rapport à des questions d'obligation et de responsabilité, concernant, dans beaucoup de cas, la modalité déontique.

A) Exemples traduits du norvégien

1. Det er krevende men helt nødvendig å fase ut olje, kull og gass.
Il est difficile mais absolument nécessaire de supprimer progressivement le pétrole, le charbon et le gaz.
2. Alvorlig. Noe må gjøres.
C'est grave. Il faut faire quelque chose.
3. Vi må bry oss, selv om vi er skånet for det meste i Norge.
Nous devons nous sentir concernés, bien qu'on soit à l'abri du pire en Norvège.
4. Norge bør gå foran som et godt eksempel.
La Norvège devrait montrer l'exemple.

5. Hvorfor skal lille Norge ligge på toppen for å bekjempe dette???
Pourquoi la petite Norvège devrait-elle s'imposer la responsabilité de lutter contre cela???

Les exemples 1-2 expriment la nécessité de faire quelque chose, mais dans des constructions impersonnelles, sans acteurs. Dans l'exemple 3, des acteurs sont inclus, représentés par le pronom « nous », mais comme nous le savons, ce pronom est vague, indéfini, et nous permet d'en faire des interprétations différentes. Dans les exemples 4 et 5, c'est le pays – la Norvège – qui est mise en cause, mais de manière tout à fait différente dans les deux réponses : en 4, on impose à la Norvège de se montrer comme un pays qui assume ses responsabilités, tandis qu'en 5, sous forme d'une question, une opinion implicite indique que la Norvège est trop petite pour pouvoir faire quelque chose, ce qui pourrait être caractérisé comme une excuse pas très bien fondée.

B) Exemples français

1. Il faut agir.
2. Bouleversements de la planète il faut que les hommes réagissent.
3. Avant de nous faire chier avec [ç]a les grandes usines devraient se poser des grandes questions!!
4. Il faut absolument s'entendre entre les pays pour stopper l'échauffement de la terre.
5. Dramatique car certains dirigeants promettent de tout faire pour l'environnement et finalement continuent à polluer alors que ce sont toujours les mêmes tels la France, conscients du problème, qui essaient d'y remédier.

Nous observons plusieurs similarités avec les réponses norvégiennes. Tous les exemples expriment la nécessité de faire quelque chose, sans acteur en une construction impersonnelle comme en 1, ou avec des acteurs inclus plus ou moins déterminés : « les hommes » en 2, « les grandes usines » en 3, « les pays » en 4. L'exemple 5 n'est pas tout à fait clair, mais le répondant semble exprimer une responsabilité de la France.

Dans les deux enquêtes, on trouve aussi différentes réponses qui questionnent ou tout simplement réfutent la problématique entière :

C) Mise en question du problème

1. On doit être vigilant sur les informations qu'on reçoit.
2. Bah !! Pas à grand-chose. [...] La terre ne s'est pas arrêté de tourner!! Alors pour moi le blabla !!
3. Quels changements de vie cela va-t-il avoir pour nous ? Quelles conséquences pour la planète ? Que peut-on y faire.
4. Det er trolig menneskeskapt, men ikke helt sikkert.
C'est probablement anthropique, mais pas tout à fait certain.
5. Jeg tenker ingenting for jeg bryr meg ikke om klimakrisen som er en stor svindel.
Je ne pense rien, parce que je m'en fiche de la crise climatique qui est une grande escroquerie.

En conclusion des réponses montrées ici : Il existe une grande variation, on constate aussi bien la présence que l'absence d'engagement. La responsabilité ou l'obligation de faire quelque chose est bien là, mais pour ce qui est des acteurs dans les actions éventuelles à entreprendre, cela est moins clair – et ce, dans les deux pays. Enfin, dans les deux pays, il y a des répondants qui ne s'en préoccupent pas ou qui simplement réfutent toute la problématique.

En général, il semble que les Français aient une tendance à associer le changement climatique avec ses impacts physiques, avec moins d'accentuation sur les effets touchant les êtres humains et la société. Ce sont les différentes dimensions du temps et des températures qui dominent. Il convient de souligner que la pollution est une association assez fréquente dans les réponses françaises. Cependant, mis à part ces effets physiques notés par les répondants français, il existe, implicitement, de multiples risques pour les citoyens liés aux effets énumérés, tels que les conséquences pour les récoltes (et les aliments), les effets de la montée des eaux, des inondations, des canicules, etc. On a pu également observer plusieurs traces d'inquiétude et d'alerte, notamment pour l'avenir et pour les générations futures. L'expression « la fin du monde » (15 occurrences) a même été utilisée par certains.

Par des analyses lexicales, nous avons observé une accentuation particulière sur le mot “catastrophe(s)” avec 194 occurrences, et avec plusieurs (quasi-)synonymes ou des mots sémantiquement liés comme “dérèglement” (77 occurrences), “danger” (60), “bouleversement” (39), “destruction” (28), “risqué” (17).

Dans une perspective comparative, les mots les plus fréquents dans l'enquête norvégienne sont les suivants : « temps extrême » (en un mot en norvégien ; utilisé 142 fois), « temps » (131), « plus chaud » (un mot en norvégien ; 94), « désastre naturel » (78) et « causé par l'homme » (un mot en norvégien ; 77). Dans l'enquête française, les plus fréquents sont les suivants : « réchauffement » (651), « planète » (410), « pollution » (308), « climatique(s) » (238), « catastrophe » (194), « température(s) » (179) et « saison(s) » (149).

Un trait intéressant de ressemblance est le fait que les répondants dans les deux pays dans une très modeste mesure associent le changement climatique avec les débats actuels portant sur les sources d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre. Par exemple, le mot « pétrole » (« olje » en norvégien) n'est mentionné que par 26 répondants norvégiens; et « pétrole » seulement 1 fois par les Français ; et encore plus surprenant, « nucléaire » seulement 1 fois aussi par les répondants français. 23 des répondants français mentionnent “gaz” dans la combinaison “gaz à effet de serre”.

3.3 Appel à l'action et présence/absence d'acteur(s)

Même si les citoyens dans les deux pays associent l'expression « changement climatique », dans une large mesure, avec des phénomènes naturels ou physiques, il semble y avoir une différence en ce que les Norvégiens mettent l'accent également sur les risques et les dangers pour les êtres humains et les futures générations d'une manière plus explicite. Avec cela comme point de départ, nous avons entrepris une analyse linguistique supplémentaire, examinant dans quelle mesure, les réponses renferment des appels à l'action. Un tel examen peut se faire partiellement par des analyses lexico-sémantique de fréquences, repérant des mots exprimant une sorte d'obligation ou de responsabilité, par exemple des verbes modaux tels que « devoir » dans son sens déontique et des expressions avec le verbe « falloir ». Afin de nous approcher de la question d'acteurs potentiels inclus dans les réponses, nous avons intégré le repérage des pronoms « nous » et « on ». Nous avons également voulu étudier dans quelle mesure il existe des traces de polémique ou de négociation, qui peuvent indiquer des degrés d'engagement, dans les réponses. Une telle analyse peut être réalisée à travers la négation « (ne) pas » dans son sens polémique, mais également à travers le connecteur « mais » dans son sens contrastif et concessif. Ces éléments linguistiques sont, dans bien des cas, des marques de polyphonie et d'une négociation entre plusieurs

points de vue. Ce type de mots (modaux, pronoms, adverbe de négation, connecteurs), souvent classifiés comme des mots grammaticaux ou fonctionnels, ne sont pas inclus dans les analyses de Structural Topic Modelling. Voilà pourquoi il a fallu dépasser le modèle des analyses en thèmes pour en savoir plus sur des questions centrales concernant les relations entre acteurs et arguments, les différentes attitudes et les divers points de vue. Le résultat de ces analyses, présentés dans le Tableau 1, donne une impression de certains contrastes intéressants entre les réponses des deux enquêtes :

France-ELIPSS	Fréquence relative en %	Norvège-PCN	Fréquence relative en %
Devoir (présent) (1), devr* (2)	0,01 0,02	bør (30), burde (17)	0,14 0,08
il faut (14), il faudr* (1)	0,10 0,01	må (140), måtte (2)	0,65 0,01
nous (52), on (28)	0,36 0,19	vi (302), man (32)	1,41 0,15
(ne) pas (92)	0,64	ikke (241)	1,12
mais (22)	0,15	men (138)	0,64

Tableau 1. Répartition de quelques éléments linguistiques/énonciatifs

Une différence peut essentiellement surprendre ici : Pour ce qui est des expressions qui peuvent servir à exprimer une modalité déontique, une obligation, notamment le verbe « devoir » et l’expressions « il faut » (avec les expressions correspondantes norvégiennes), on constate que celles-ci sont beaucoup plus nombreuses dans les réponses des Norvégiens que dans celles des Français. Une différence frappante entre les deux enquêtes est donc l’absence presque totale d’expressions déontiques dans les réponses françaises. Quelle pourrait en être l’explication ? Pour l’instant, nous nous contentons de dire que ces différences n’indiquent pas vraiment une tendance à attribuer des responsabilités d’agir dans l’enquête norvégienne. Car, en

regardant les différents agents associés aux expressions déontiques, plus de 70 pour cent sont indéterminés, à travers des constructions impersonnelles, ou bien l'emploi de pronoms comme « nous » (« vi » en norvégien), « on » (« man ») ou « tout le monde » (« alle »). Nous observons également que la fréquence relative de l'emploi du pronom « nous » (« vi ») est beaucoup plus élevée dans les réponses norvégiennes que dans les réponses françaises, tandis que la tendance va dans l'autre sens pour le pronom « on » (le pronom correspondant en norvégien, « man », a un emploi beaucoup moins répandu que le « on » en français). Dans une perspective quantitative, nous avons donc constaté une différence notable entre les deux enquêtes. En fait, les répondants français utilisent très peu d'expressions déontiques, alors qu'elles apparaissent beaucoup plus fréquemment parmi les Norvégiens. Or, la modalité déontique n'implique pas nécessairement l'attribution de responsabilités à des personnes ou collectivités précises. Si quelques répondants norvégiens pointent du doigt les pays riches, ou les citoyens norvégiens, ou encore le gouvernement, plus de 70 pour cent des occurrences des verbes déontiques sont combinées avec un « nous » (« vi ») très flou ou même avec personne, comme dans des constructions impersonnelles. Peut-être ce manque de responsabilité est-il le reflet de la complexité de la question climatique ? Si tout le monde est plus ou moins coupable, comment imposer la responsabilité d'agir à qui que ce soit ?

Pour terminer cette partie liée aux observations présentées dans le Tableau 1, nous remarquons que la petite sélection de mots ayant la capacité de marquer une négociation ou une polémique, à savoir la négation « (ne) pas » (« ikke ») et le connecteur « mais » (« men »), sont moins fréquents dans les réponses françaises que dans les réponses norvégiennes.

4 Conclusion

En général, l'étude entreprise sur des enquêtes en France et en Norvège semble indiquer que les associations thématiques évoquées par l'expression « changement climatique » sont plus ou moins similaires, avec quelques particularités de chaque pays. Plus spécifiquement pour la question de responsabilité globale, les conceptions sont aussi plus ou moins similaires, indiquant une distinction entre « nous » et « les autres ». Il y a pourtant une différence notable en ce qui concerne les formulations explicites portant sur les obligations ou responsabilités d'entreprendre des actions, les réponses norvégiennes comportant relativement plus d'expressions déontiques. Selon cette enquête, il semble également qu'il y ait un engagement plus manifeste et plus polémique en Norvège qu'en France. Une explication pourra être la question pétrole vs la question nucléaire, qui concernent des défis tout à fait différents dans les deux pays. Ce sont ces questions portant sur le contexte

sociétal et politique qu'il serait bon de discuter davantage avec les politologues. Cependant, pour qu'une telle discussion soit fructueuse et constructive, la base constituée par les analyses linguistiques est indispensable.

Références bibliographiques

- Comby, J.-B. (2015). *La Question climatique. Genèse et dépolitisation d'un problème public*. Paris: Raisons d'Agir.
- Fløttum, K. (2016). Linguistic Analysis Approaches for Assessing Climate Change Communication. In: *Climate Science: Oxford Research Encyclopedias*. Oxford: Oxford University Press.
- Fløttum, K. (Ed.) (2017). *The role of language in the climate change debate*. New York/London: Routledge.
- Fløttum, K., Dahl, T. (2012). Different Contexts, Different 'Stories'? A Linguistic Comparison of Two Development Reports on Climate Change. *Language & Communication* 32 (1), 14-23.
- Hulme, M. (2009). *Why We Disagree About Climate Change*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Hulme, M. (2013). *Exploring Climate Change through Science and in Society*, London, Routledge.
- Jones, M.D., Shanahan E.A., McBeth, M.K. (eds.). (2014). *The Science of Stories. Applications of the Narrative Policy Framework in Public Policy Analysis*. New York: Palgrave Macmillan.
- Krosnick, J.A., Holbrook, A.L., Lowe, L., Visser, P.S. (2006). The origins and consequences of democratic citizens' policy agendas: A study of popular concern about global warming. *Climatic Change* 77, 7-43.
- Krosnick, J. A., Villar, A. (2011). Global warming vs. climate change, taxes vs. prices: Does word choice matter? *Climatic Change* 105, 1-12.
- Leiserowitz, A. (2007). Communicating the Risks of Global Warming: American Risk Perceptions, Affective Images and Interpretive Communities". In S. Moser, S. & L. Dilling, (eds.), *Creating a Climate for Change* (pp. 44-63). Cambridge: Cambridge University Press.
- Moser, S. C. (2016). Reflections on Climate Change Communication Research and Practice in the Second Decade of the 21 st Century: What More Is There to Say? *WIREs Climate Change*. doi: 10.1002/wcc.403.
- Nerlich B, Koteyko N, Brown B. (2010). Theory and Language of Climate Change Communication. *WIREs Climate Change* 1, 97-110.
- Nisbet, M.C. (2009). Communicating climate change: Why frames matter for public engagement. *Environment. Science and Policy for Sustainable Development*. Retrieved from:

- <http://www.environmentmagazine.org/Archives/Back%20Issues/March-April%202009/Nisbet-full.html> (21 mai 2013).
- Nisbet, M.C., Myers, T. (2007). The polls-trends. Twenty years of public opinion about global warming. *Public Opinion Quarterly* 71 (3), 444-470.
- Norgaard, K. M. (2006). “We don’t really want to know”: Environmental justice and socially organized denial of global warming in Norway. *Organization & Environment* 19, 347-370.
- Nølke, H., Fløttum, K., Norén, C. (2004). *ScaPoLine. La théorie scandinave de la polyphonie linguistique*. Paris : Kimé.
- Roberts, M. E., Stewart, B. M., Tingley, D., Lucas, C., Leder-Luis, J., Gadarian, S. K., Rand, D. G. (2014). Structural Topic Models for Open-Ended Survey Responses. *American Journal of Political Science* 58 (4), 1064-1082.
- Ryghaug, M., Sørensen, K. H., Næss, R. (2011). Making sense of global warming: Norwegians appropriating knowledge of anthropogenic climate change. *Public Understanding of Science* 20, 778-795.
- Stentjes, K., Pidgeon, N., Poortinga, W., Corner, A., Arnold, A., Böhm, G., Mays, C., Poumadère, M., Ruddat, M., Scheer, D., Sonnberger, M., Tvinnereim, E. (2017). *European Perceptions of Climate Change: Topline findings of a survey conducted in four European countries in 2016*. Cardiff: Cardiff University.
- Stoneman, P., Sturgis, P., Allum, N. (2013). Exploring public discourses about emerging technologies through statistical clustering of open-ended survey questions. *Public Understanding of Science* 22, 850-868.
- Teigen, K. H. (2014). When very likely is not so likely. *Nature Climate Change* 4, 421-422.
- Tvinnereim, E., Fløttum, K. 2015. Explaining topic prevalence in answers to open-ended survey questions about climate change. *Nature Climate Change* 5, 744–747. Doi:10.1038/nclimate2663.
- Tvinnereim, E., Fløttum K., Gjerstad, Ø., Johannesson, M.P., Nordø, Å. D. (2017). Citizens' preferences for tackling climate change. Quantitative and qualitative analyses of their freely formulated solutions. *Global Environmental Change* 46, 34-41.
- Zaccai, E., Gemenne, F., Decroly, J.-M. (2012). *Controverses climatiques, sciences et politique*. Paris: Presses de Sciences Politiques.